



CAEN PIC  
**P4**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 25/09/2024

### Sommaire

Page 2 :

*Collège  
Maupas de  
Vire*

Page 3 :

*Santé -  
Congrès*

Page 4 :

*Prof en  
Palestine*

Page 5 :

*Manif du  
01/10*

Page 6 :

*La rentrée  
dans le  
Calvados*

### **Les revendications haut et fort !**

Le sinistre scénario d'une prise de pouvoir par l'extrême droite en juillet dernier a pu être évité. L'alternative unitaire qui s'est constituée autour d'un programme constitué autour de mesures sociales et écologiques a permis la défaite de l'extrême-droite, malgré une inquiétante progression en voix et en sièges.

Les attermoissements présidentiels et toutes les arguties utilisées pour éviter la constitution d'un gouvernement issu du NPF ne peuvent dissimuler une volonté farouche d'écarter toute expérience qui pourrait remettre en cause les réformes et l'orientation néo-libérales de ces dernières années. Le partage des richesses n'est pas une option ! Le budget 2025 est élaboré dans la plus grande opacité, dans le secret des cabinets ministériels de ministres démissionnaires.

Dans ce contexte, les actions qui pourront être menées par le mouvement social revêtent un enjeu démocratique. Il s'agit bien de défendre dans notre pays la démocratie sociale. Il s'agit de porter haut et fort les revendications : l'abrogation de la réforme des retraites, des moyens pour les services publics, l'augmentation des salaires et des pensions, et pour la Fonction publique, une hausse immédiate de 10% de la valeur du point d'indice, ainsi que l'abrogation des mesures choc des savoirs dans l'éducation. Il s'agit de porter par des mobilisations massives les intérêts du monde du travail pour contraindre le pouvoir à en tenir compte et à imposer d'autres choix.

.../...

Grâce à nos luttes, à nos mobilisations, à notre implication dans les combats sociaux et environnementaux, nous élargirons le champ des possibles.

Une première mobilisation interprofessionnelle le 1er octobre est prévue avant la présentation du budget, la FSU sur les revendications fonction publique et éducation nationale invite tous les personnels à s'y inscrire par la grève et les manifestations.



Jérôme Adell

## *Non, la rentrée ne se passe pas bien au collège Maupas*

**M**algré la lutte exemplaire des collègues et des parents d'élèves, le collège du Val de Vire a fermé à la rentrée 2024. Ce collège, situé en plein cœur d'un quartier populaire de Vire, mélange de maisons et d'immeubles d'habitation, était un service public de proximité essentiel dans ce quartier densément peuplé.

Les élèves déjà scolarisés au Val de Vire et les élèves du secteur montant de CM2 sont désormais scolarisés dans l'unique collège public de la ville, le collège Emile Maupas. De même, les collègues du Val-de-Vire à l'exception notable des collègues d'arts qui n'effectuaient qu'un temps partiel au Val-de-Vire, sont désormais affectés à Maupas, les deux collèges ayant fusionné.

Le collège Maupas accueille donc 242 élèves supplémentaires, pour un total de 734 élèves à la rentrée 2024. Cela a nécessité des travaux longs, lourds et coûteux, pour un résultat discutable, alors même que le collège avait été réaménagé récemment pour diminuer la surface à cause d'une petite baisse démographique et afin de réaffecter certains locaux ; en particulier la cantine est trop petite pour accueillir tous les élèves actuellement.

Le moins qu'on puisse dire est que l'accueil des collègues arrivant du Val de Vire par l'administration de Maupas n'a pas été chaleureux : des agents de sécurité du rectorat, l'EMS, lors d'un CA l'année dernière. De façon générale la communication avec l'administration du collège est difficile, que ce soit pour les enseignants ou pour les parents d'élèves.

Les élèves scolarisés l'année dernière au collège du Val-de-Vire sont désormais affectés au collège Maupas, à 2 km de leur ancien collège, soit 25 minutes à pied. Des élèves qui pouvaient se rendre au collège à pied doivent désormais prendre les transports scolaires, des élèves qui pouvaient manger chez eux le midi doivent désormais être demi-pensionnaires.

Plus largement la fusion a des conséquences sur l'ensemble des élèves accueillis au collège Maupas, et sur les personnels : difficultés à confectionner les emplois du temps, avec par exemple jusqu'à trois heures de Mathématiques dans la même journée pour des troisièmes, une pause méridienne trop courte avec un rythme de passage de huit élèves par minute au self ce qui met sur les nerfs les élèves et la vie scolaire.

L'augmentation massive de l'effectif augmente les difficultés de circulation et de stationnement autour du collège, aux heures de dépose et surtout à l'heure de la sortie des classes. La mairie a effectué cet été quelques travaux pour la création d'une dépose minute, mais le plan de circulation n'a pas été pensé en amont (les terrains de la dépose minute ont été cédés à la mairie par le conseil départemental cet été), et reste peu satisfaisant, voire dangereux pour les élèves lorsque la nuit tombera plus tôt.

Le choc des savoirs s'est heurté au mur de la réalité : les groupes prévus en juin n'ont pas été mis en place, ou seulement sur certaines divisions d'un niveau, avec des classes de sixième et cinquième à 27 élèves. Certains collègues en poste partagé ont des incompatibilités d'emplois du temps, des heures ne sont pas pourvues car il est difficile d'attirer des contractuels sur des temps partiels avec un temps de trajet qui peut être dissuasif.

Sans concertation ni formation au nouvel outil, la direction a décidé de basculer le cahier de textes en ligne et la consultation d'emplois du temps (changeant parfois au dernier moment) vers l'ENT de la région, ce qui pose des problèmes à de nombreuses familles habituées à Pronote, en particulier pour des familles venant du Val-de-Vire.

Ronan Charpentier

## *Non, la rentrée est loin de se dérouler avec la sérénité nécessaire !*

Ce mardi 17 septembre, une quarantaine de professeurs et de parents d'élèves se sont réunis pour faire le bilan de toutes ces difficultés rencontrées depuis la rentrée, et pour constater la difficulté à se faire entendre par la direction, que ce soit pour les personnels ou pour les parents, mais aussi à obtenir les informations les plus élémentaires.

Après avoir recensé les différents problèmes de la rentrée évoqués ci-dessus, des parents présents ont évoqué des cas individuels d'élèves pour lesquels l'adaptation au nouveau collège, dans un contexte de désorganisation des emplois du temps, se passait mal. Les tentatives de réorganiser à la marge la constitution de certaines classes, afin d'éviter que des élèves soient isolés dans une classe où ils ne connaissent personne, se heurtent à l'intransigeance de la direction alors même que de nombreuses situations pourraient se débloquer avec quelques efforts de communication, par exemple en évitant de médicaliser des problèmes qui sont avant tout organisationnels (la direction a conseillé des consultations psychologiques face à des demandes de changement de classe).

Lors de cette réunion, il a été décidé de continuer à recenser les dysfonctionnements constatés, de rappeler au chef d'établissement que les parents d'élèves ont le droit d'accéder à une version papier du RSST et de vérifier sa mise en place effective, de demander un conseil d'administration extraordinaire, et de demander au nom des conseils d'administration des deux collèges à Madame Fellahi, IA-DASEN, de venir au collège Maupas rencontrer les personnels et les parents d'élèves afin d'évoquer ces dysfonctionnements.

Pour la FSU, la fermeture du collège du Val-de-Vire a été une décision comptable autoritaire qui s'est faite contre l'avis des parents, contre l'avis des enseignants et du personnel, contre l'avis des habitants et des commerçants du quartier, contre la notion de service public de proximité, et au mépris de toute logique d'aménagement harmonieux du territoire. Ce n'est pas aux élèves, au personnel et aux parents de payer le coût de cette fermeture en subissant la désorganisation qu'elle implique.

Le collectif « Non à la fermeture du Val de Vire » se réunira à nouveau le 28 septembre.

### **Alerte de l'intersyndicale des retraité-es du Calvados :**

#### *La santé : Une préoccupation majeure*

D'une part, c'est une charge de plus en plus importante financièrement pour les patients. Franchises médicales, dépassements d'honoraires, déremboursement de médicaments et de certains frais de déplacement réduisent le rôle de la Sécurité Sociale et vont à l'encontre de son principe : « **de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins** ».

D'autre part, la pénurie de praticiens et de médicaments est un stress constant pour les plus âgé-es et la diminution annoncée du nombre d'internes (1500) va amplifier la pénurie et dégrader la qualité des soins.

L'intersyndicale revendique une réelle Sécurité Sociale, intégrale, collecteur unique de cotisations et payeur unique des prestations.

Les retraité-es réclament la formation annuelle d'au moins 15000 médecins pour remplacer les départs à la retraite.

***Nous exigeons de l'état qu'il assure aux citoyens un accès continu aux traitements médicaux indispensables, et pourquoi pas nationaliser la production et la distribution des médicaments génériques.***



***La FSU sera en congrès à Rennes  
du 3 au 7 février 2025.***

Pour le préparer et mandater ses représentants, la FSU du Calvados tiendra son Congrès départemental :

***les lundi 16 et mardi 17 décembre 2024  
au local FSU (12 rue du Colonel Rémy à  
Caen).***

Le congrès est ouvert à tou-te-s les syndiqué-es à jour de leur cotisation.

## Prof d'EPS dans un village de Palestine

Depuis le début de l'offensive israélienne sur Gaza à l'automne dernier, la scolarité et l'enseignement supérieur en Palestine sont largement déstructurés. La plupart des universités de Gaza sont détruites, nombre d'écoles aussi, beaucoup de personnels ont quant à eux été tués, blessés ou déplacés : de nombreux observateurs caractérisent désormais cette situation d'éducicide.

Hayat est professeure d'EPS dans un village de Palestine au Sud de Hébron. Très impliquée dans son école, elle est également entraîneuse de foot. Elle participe depuis trois ans à un projet de coopération avec la FSGT et le SNEP qui vise à améliorer la qualité de l'EPS dans les écoles palestiniennes.

Elle a bien voulu répondre à nos questions.



**Peux-tu nous décrire la vie quotidienne à cette rentrée ?**

Notre vie depuis la guerre est devenue une routine ! Au réveil, je regarde les groupes sur les réseaux sociaux pour connaître l'état des routes et des points de contrôle qui se sont multipliés avec l'occupation ajoutant des barrières à l'entrée de chaque village. Nous avons l'impression d'être dans une grande prison avec des cellules fermées. Si tous ces points de contrôle sont fermés, aucun enseignant.e ne pourra accéder à son travail. A cela s'ajoute le comportement provocateur des soldats qui entravent la circulation pendant des heures, affectant ainsi les horaires scolaires. Sans compter les intrusions nocturnes des soldats dans les villages, la destruction de tout ce qui se trouve sur leur passage et les attaques répétées contre les maisons...

**Tu es professeure d'EPS, quelle est la situation à cette rentrée ? Quelle est la situation de tes**

**collègues et l'état psychologique de tes élèves ?**

Il y a une ambiance de joie et de bonheur, mêlées à la peur de la fermeture des écoles et des incursions soudaines. Je vais vous raconter une histoire... J'étais en voiture et je me suis garée chez une amie près d'un point de contrôle puis j'ai continué à pied pour passer le contrôle et arriver à pied à l'école. J'ai été surprise quand mon amie m'a appelée pour me demander de déplacer ma voiture car les soldats d'occupation l'avaient frappée, elle et ses petits enfants et les avaient menacés. Si on permet aux gens de garer leur voiture là, ils le regretteront et resteront constamment surveillés ! C'est ce sentiment d'oppression et d'impuissance que nous ressentons dans notre pays, sans avoir de droits.

**Combien de jours de classe ont été annulés l'année scolaire dernière ?**

De nombreuses leçons d'EPS n'ont pu être dispensées. Les profs ont été obligés de faire des cours à distance à cause des fermetures et des attaques continues contre les enseignant-es et les écoles. En tant qu'enseignante d'EPS, je n'ai pu aller dans mon école que 4 ou 5 jours au cours de l'année ! Je me rendais dans une école plus proche de chez moi pour remplacer les profs qui ne pouvaient accéder à leur école.

**Comment envisages-tu la nouvelle année scolaire ? Quels sont tes souhaits en tant qu'enseignante ?**

Ça ne ressemblera pas aux années précédentes en raison de cette guerre que notre peuple subit. Rien n'est plus comme avant : tous les regards sont fixés sur l'espoir d'avoir un avenir meilleur. J'espère que nos enfants s'épanouiront avec une victoire proche et la liberté, comme le vivent les enfants du monde entier !

Propos recueillis par Nina Charlier



**Pour les salaires, les services publics,  
l'abrogation de la loi retraites  
Le 1<sup>er</sup> octobre en grève et en manifestation pour nos droits !**

Nos organisations syndicales et de jeunesse appellent à manifester et à faire grève pour qu'enfin les urgences sociales, exprimées dans les mobilisations comme dans les urnes, soient entendues !

Retraites, salaires, services publics, c'est sur ces sujets centraux pour la population que nous pouvons gagner et arracher des victoires au moment où le président de la République et l'alliance jusqu'à l'extrême droite cherchent à imposer contre la volonté générale le maintien du cap libéral et autoritaire.

Nous avons été des millions à nous mobiliser pendant plus de 6 mois contre la retraite à 64 ans. Emmanuel Macron a décidé de passer en force mais a été sanctionné par une lourde défaite aux élections législatives. Nous pouvons donc maintenant gagner l'abrogation de la réforme des retraites !

Nos salaires, pensions, bourses et minima sociaux ne peuvent plus régresser face à l'inflation ! C'est la raison pour laquelle nous rejoignons l'appel des organisations de retraité·es ce même 1er octobre pour exiger l'augmentation des pensions et des salaires, un Smic à 2000 euros et l'indexation des salaires sur l'inflation. Partout, dans les entreprises et les administrations, faisons grève pour obtenir l'augmentation de nos salaires et la fin des inégalités entre les femmes et les hommes !

Nos services publics sont à bout de souffle. Exigeons les moyens financiers et humains pour l'hôpital, les soins, l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, l'environnement... pour permettre l'accès de tous et toutes à des services publics de qualité.

Les licenciements se multiplient dans l'industrie car les grands groupes continuent à délocaliser. Pourtant, les dividendes atteignent des records et, chaque année, 170 milliards d'euros d'aides publiques sont distribués sans contrepartie aux entreprises. Mobilisons-nous pour gagner l'arrêt immédiat de tous les licenciements, la relocalisation et la transformation environnementale de notre industrie !

Les jeunes sont parmi les premier·es à subir ces politiques de casse sociale. Il est urgent de mettre la jeunesse en protection sociale, de réformer le système des bourses et d'abolir la sélection à l'entrée de l'université.

***Le 1er octobre marque le début des discussions sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. C'est le moment de gagner qu'enfin les plus riches et les multinationales soient taxés pour financer nos services publics, la justice sociale et environnementale. C'est le moment de gagner l'abrogation de la réforme des retraites !***

**CAEN - 10H30  
PLACE SAINT PIERRE**

## Le « Choc des savoirs » n'a pas (vraiment) eu lieu

Dans les collèges de notre département, la rentrée a été marquée par l'instauration de « groupes de besoin » en français et en mathématiques. Cette disposition phare du « Choc des savoirs » cher à notre ancien ministre Attal a suscité une mobilisation inédite durant toute l'année scolaire passée. Dans la grande majorité des établissements, les enseignant-es et les parents d'élèves ont refusé le tri des élèves et rappelé leur attachement à l'hétérogénéité et à la mixité. La mobilisation des personnels, appuyée et relayée par le SNES-FSU, a permis d'amoinrir les effets de la réforme et dans bon nombre de collèges, les groupes, quand ils existent,

sont hétérogènes. Dans la plupart des établissements, ils seront également pérennes et les élèves ne changeront pas de groupe en cours d'année. Dans tous les autres, c'est le grand flou : les collègues ne savent pas comment s'organisera l'année... En effet, en prévoyant des changements de groupes réguliers, c'est toute la relation pédagogique prof-élève qui se voyait abîmée, c'est notre liberté pédagogique qui était entravée. Chaque collège où la réforme ne s'applique pas est le signe qu'on peut gagner et qu'il nous faut continuer à lutter pour obtenir l'abrogation de l'ensemble des mesures du Choc des savoirs !

Bertrand Buffetti

## Pacte : un échec... Mais continuer à refuser la pression !

Le Pacte enseignant n'a pas été un succès, du moins dans le second degré public... C'est la raison pour laquelle nombre de nos collèges et lycées du Calvados voient leur dotation en unités de Pacte revue fortement en baisse pour cette nouvelle rentrée, jusqu'à être divisée par 2 là où il n'a peu ou pas du tout été consommé l'an passé. Il faut continuer à résister aux pressions : les établissements ont bien tous reçu une enveloppe d'HSE et d'IMP comme les années précédentes. Il faut donc ne rien se laisser imposer, effectuer les missions que l'on souhaite tout en étant rémunéré.e sans devoir signer un Pacte.

Bertrand Buffetti

## Petit bilan de rentrée dans le premier degré...

Dans le Calvados, la carte scolaire a été particulièrement douloureuse dans le 1er degré. En cumulant toutes les mesures prises depuis le CDEN d'avril, ce sont 73 classes qui ont été fermées (dont 2 à la rentrée) pour seulement 23 ouvertures, et ce malgré des effectifs parfois très chargés, bien au-dessus de la moyenne nationale (= 21.5/classe à la R 2023), comme par exemple à l'école Les Tilleuls de Mondeville (25.5 élèves par classe sans compter les ULIS) ou à l'école du Clos Herbert (24.7 élèves par classe).

51 Professeurs des écoles stagiaires ont été recrutés pour cette rentrée, mais la DSDEN a quand même dû recruter 48 contractuels pour combler les manques. Et malgré cela, de nombreux remplaçants sont d'ores et déjà positionnés sur des écoles à l'année, ce qui laisse présager des problèmes de remplacement cette année encore.

Pour finir, de nombreux élèves en situation de handicap sont toujours privés de l'accompagnement humain auquel ils ont droit. Alors que la DSDEN nous dit avoir du mal à recruter, d'autres voix disent que l'enveloppe est vide...

Et face à ce manque de moyens, que nous propose le MEN ? Un « Choc des savoirs » ! pour une école plus normative et plus sélective, synonyme de renonciation à la démocratisation de la réussite scolaire. Des évaluations nationales standardisées du CP à la 2nde permettant de trier les élèves et de contrôler les pratiques des PE, des manuels labellisés et de nouveaux programmes qui prévoient un rythme d'apprentissage unique pour les élèves et visent à imposer des pratiques aux PE, ce n'est pas ce dont les élèves et les enseignants ont besoin !

**Nous exigeons non pas un "Choc des savoirs" mais un véritable « Choc des moyens » :**

**POUR des créations de postes et des effectifs moins chargés ! POUR des moyens en remplacement ! POUR plus de places en établissement spécialisé et en ULIS ! POUR le recrutement d'AESH appartenant à un corps de la fonction publique et percevant un salaire digne ! POUR des réseaux d'aide (RASED) reconstitués ! POUR le droit aux temps partiels !**

Aude Gautier